

Droit au logement opposable (DALO)

Bilan de la mise en œuvre

Région Centre-Val de Loire

Le DALO, un droit instauré depuis 2007

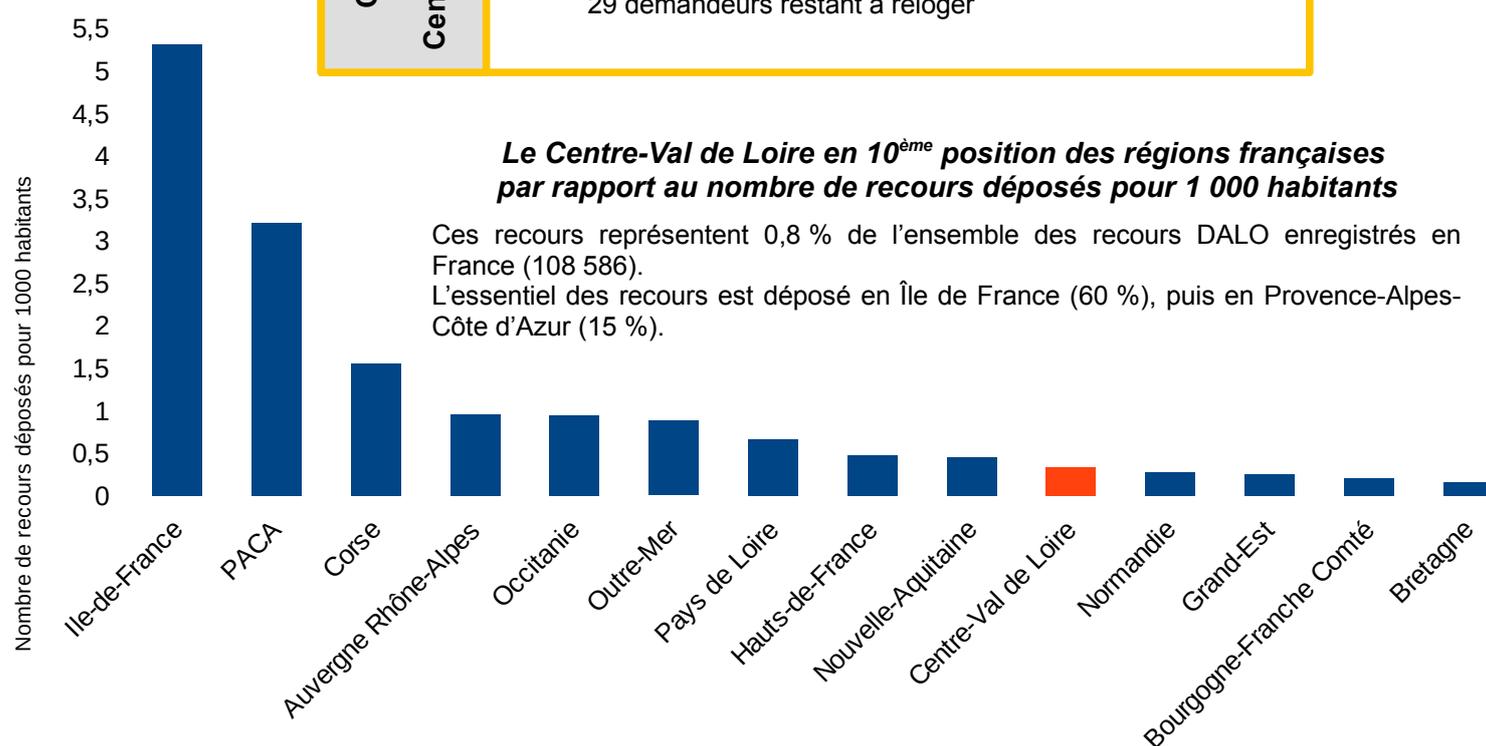
Le droit au logement opposable (DALO) a été instauré par la loi du 5 mars 2007, modifié par la loi du 25 mars 2009. Il vise à garantir le droit au logement à toute personne qui, résidant en France de façon stable et régulière, n'est pas en mesure d'accéder à un logement décent ou à un hébergement (selon le cas) ou de s'y maintenir.

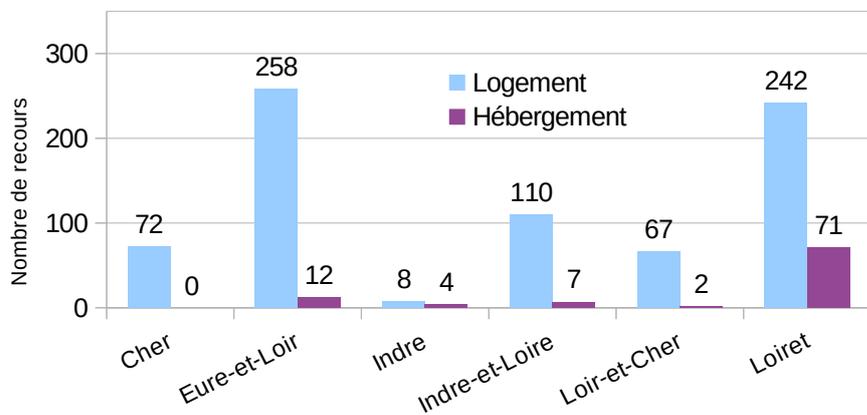
Ce droit est dit « opposable » car le citoyen dispose de voies de recours pour obtenir sa mise en œuvre effective. L'État est garant de ce droit. Le préfet de département mobilise les organismes de logements sociaux ou les structures d'hébergement pour reloger ou héberger les personnes reconnues prioritaires.

Chiffres clés
en région
Centre-Val de Loire

Nombre de recours déposés

757 recours logement déposés
290 décisions favorables des commissions de médiation
211 demandeurs logés ou n'étant plus à reloger
29 demandeurs restant à reloger





Source : DHUP-DREAL Centre-Val de Loire – InfoDALo

Les recours déposés essentiellement concentrés dans les secteurs où la demande de logement social est aussi la plus forte

L'Eure-et-Loir, à lui seul, représente 34 % des recours logement, soit plus que le Loiret (32 %), qui a pourtant plus d'habitants.

Le Loiret concentre plus de 74 % des recours hébergement.

L'Indre-et-Loire connaît un nombre de recours logement et hébergement faible par rapport à sa population, en raison des dispositifs de traitement des dossiers en amont mis en place avec tous les acteurs.

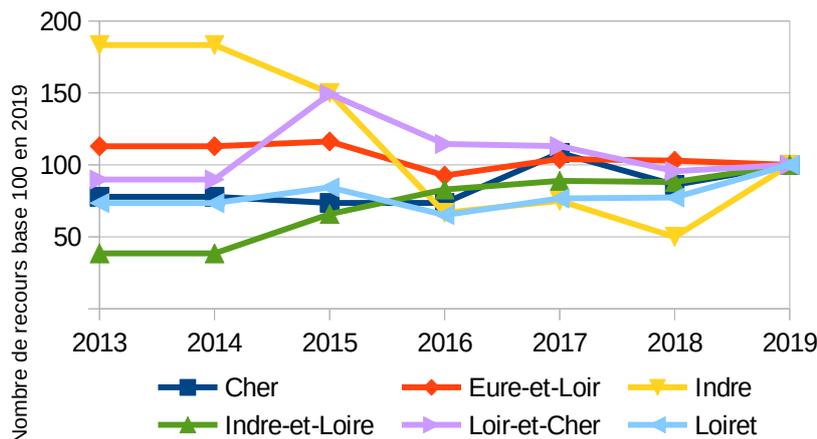
Le nombre de recours déposés en hausse pour la région, comme au niveau national, avec des évolutions hétérogènes par département.

Sur la période 2013-2019, deux groupes de départements apparaissent :

– l'Eure-et-Loir et le Loiret avec un nombre de recours déposés qui se maintient à plus de 250 par an

– le Cher, l'Indre, l'Indre-et-Loire et le Loir-et-Cher avec un nombre de recours moindre (de moins de 20 à 110 par an).

En 2019, le nombre de recours, par rapport à 2018, est en hausse dans tous les départements sauf dans l'Eure-et-Loir où une légère baisse est enregistrée.



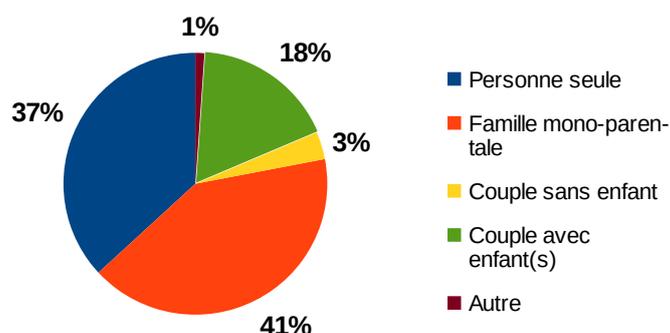
Source : DHUP-DREAL Centre-Val de Loire – InfoDALo

Le profil des requérants

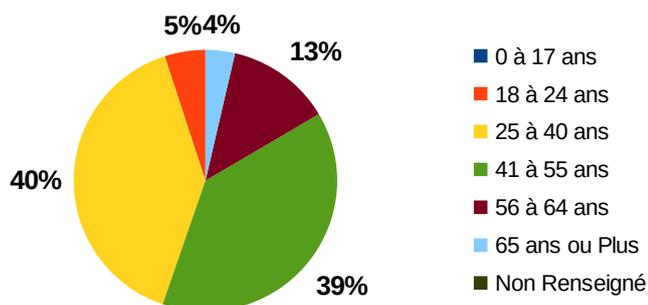
Une grande majorité de personnes seules et de familles mono-parentales mais avec une baisse de la représentation de personnes seules par rapport à 2018

En 2019, près de 3/4 des recours formulés l'ont été par des personnes seules et des familles mono-parentales. Cette tendance est sensiblement la même qu'au niveau national. Les couples avec enfant(s) représentent moins de 20 % des recours.

Composition familiale des requérants



Répartition par âge des requérants



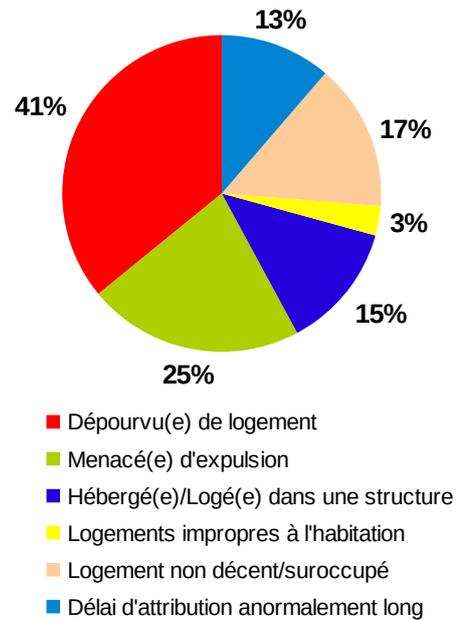
La tranche la plus jeune des actifs surreprésentée comme en 2018

Parmi les actifs, les 25-40 ans sont la classe d'âge la plus représentée dans les ménages ayant déposé un recours DALO avec 40 %. Les 41-55 ans quant à eux ne représentent plus que 39 %. À l'autre bout de la pyramide des âges, les ménages de plus de 65 ans (retraités) représentent 4 %. À titre indicatif, d'après le dernier recensement, les 20-24 ans représentent 5 % de la population régionale, les 25-39 ans 17 %, les 40-54 ans 20 % et les plus de 65 ans 22 %.

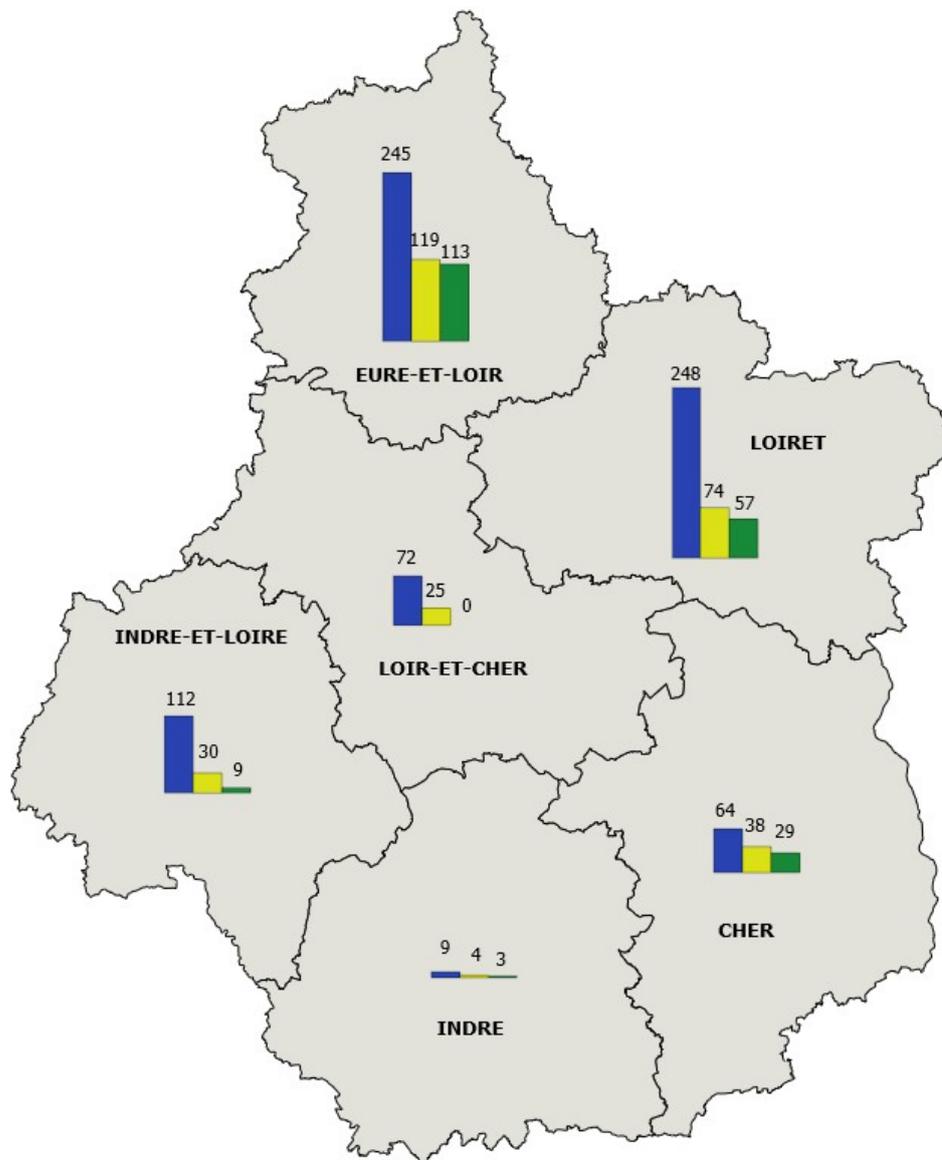
L'absence de logement ou la situation d'hébergement motif retenu par les commissions de médiation pour plus de la moitié des recours, avec une part de logement non décent ou suroccupé en hausse par rapport à 2018

Pour presque 1/3 des recours, les commissions ont également retenu la menace d'expulsion. Plus rarement, les instances motivent leurs décisions par un délai d'attribution d'un logement social anormalement long, l'insalubrité avérée du logement, sa ou son caractère impropre à l'habitation. Les motifs varient néanmoins sensiblement d'un département à l'autre. En Eure-et-Loir et dans l'Indre-et-Loire, la part des ménages dépourvus de logement est importante. Dans le Cher et le Loiret, la part des ménages menacés d'expulsion est plus élevée.

Motifs retenus et acceptés par les commissions de médiation



Le relogement



Relogement en région (%) stable par rapport à 2018, en part au niveau national (56 %)

Sur 750 cas dont le relogement a été reconnu par les commissions de médiation, soit un taux d'acceptation de 39 %, une solution a été trouvée pour 295 cas par les services de l'État en lien avec les bailleurs.

Le taux de relogement n'apparaît pas entièrement lié à la tension du marché du logement : il est par exemple le plus faible dans l'Indre ou le Loir-et-Cher.

Il dépend en effet aussi de la situation individuelle du ménage, de sa capacité à intégrer et à se maintenir dans un logement, avec ou sans accompagnement, ou de la structuration du parc social.

Recours avec décisions
 Décisions favorables
 Total bénéficiaires logés ou ayant refusé ou n'étant plus à reloger

Le rôle de la commission de médiation

Elle désigne les demandeurs qu'elle reconnaît comme prioritaires et auxquels un logement doit être attribué en urgence. Pour chaque demandeur, elle détermine les caractéristiques du logement en tenant compte de ses besoins (nombre d'enfants, lieu de travail,...) et de ses capacités (notamment de ses revenus). Elle transmet les dossiers au préfet à qui il revient de satisfaire le besoin ainsi reconnu. Elle peut proposer qu'un accompagnement social soit suggéré (mais non imposé).

Elle peut aussi estimer qu'une offre de logement classique n'est pas adaptée à la situation du demandeur et qu'un accueil dans une structure d'hébergement doit lui être proposé. Elle en informe le préfet qui doit satisfaire le besoin d'hébergement dans les six semaines.

Enfin, elle peut aussi juger la demande non prioritaire compte tenu des éléments du dossier. Dans ce cas, elle oriente le demandeur vers un dispositif susceptible de l'aider. La décision de la commission est transmise au préfet et est notifiée au demandeur par écrit. Si elle ne satisfait pas le demandeur, il peut demander à la commission de reconsidérer sa décision (recours « gracieux ») ou contester sa décision en s'adressant directement au tribunal administratif dans le délai de deux mois (recours contentieux).

Pour en savoir plus sur le DALO :

<http://www.cohesion-territoires.gouv.fr/le-droit-au-logement-opposable-dalo>

Bilan régional DALO 2018 :

<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr/le-dalo-en-region-centre-val-de-loire-r620.html>

**Ministère de la Transition écologique
Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
du Centre-Val de Loire**

5, avenue Buffon – CS 96407
45064 ORLÉANS Cedex 2
Téléphone : 02 36 17 41 41
Télécopie : 02 36 17 41 01

www.centre.developpement-durable.gouv.fr



**PRÉFET
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*